



# la lettre du TIBET

La *Lettre du Tibet* est une publication du **Comité de Soutien au Peuple Tibétain**  
2, rue d'Agnou 78580 Maule. - Fax (33-1) 30 90 88 25 - E-Mail [CSPTF@FRANCENET.FR](mailto:CSPTF@FRANCENET.FR)

**ABONNEMENT**  
10 Numéros :25 Eur

**Accueillir le Dalaï Lama**

**N° 71**

**oct. 2003**

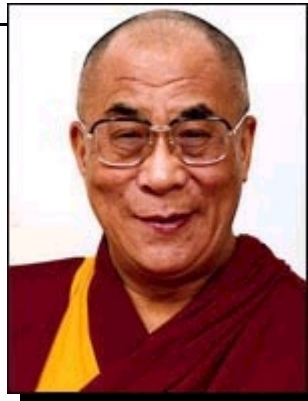
## Edito

Devenues régulières, les visites en France du XIV<sup>ème</sup> Dalaï Lama n'en sont pas pour autant un évènement anodin ou banal. Celles et ceux, pratiquants du bouddhisme, néophytes ou simples curieux, qui voient essentiellement en lui le maître bienveillant, accueilleront la venue du Dalaï Lama comme une source précieuse d'enrichissement spirituel. Les amis du Tibet, élus ou membres d'associations y ajouteront l'occasion de manifester leur soutien à la volonté de liberté du peuple tibétain, incarnée par le Prix Nobel de la Paix. Car la "visite pastorale" ne saurait masquer la portée politique de la présence et de l'accueil réservé au dirigeant du Tibet. De très nombreux membres de toutes les familles politiques françaises ont ainsi, en rencontrant le Dalaï Lama, témoigné de leur intérêt pour la cause tibétaine. Citons, entre autres, Jacques Chaban-Delmas, Danielle Mitterrand, Bernard Kouchner, Jacques Chirac, alors maire de Paris, Jack Lang, Laurent Fabius, Philippe Seguin, Lionel Jospin, alors premier secrétaire du Parti Socialiste, Raymond Forni, et de très nombreux élus membres des groupes parlementaires, à commencer par leurs présidents et fondateurs, Louis de Broissia, Jean Michel Belorgey, Claude Huriet.

Un souci excessif de ménager les relations avec la Chine, dont on surestime les réactions, un certain conservatisme de la diplomatie française et parfois une certaine ignorance de la gravité de la situation coloniale du Tibet assourdissent, hélas, la voix de la France.

Si notre pays fait mieux que la Russie de Poutine, qui refuse un visa d'entrée au Dalaï Lama, il fait moins bien que l'Allemagne de Joscha Fisher, que le Danemark et que les Etats-Unis, où il est devenu traditionnel que le leader tibétain soit reçu à la Maison Blanche, sous Clinton comme sous Bush, et au Département d'Etat.

Certes, s'entretenir avec les dirigeants du monde occidental n'a de sens que si ceux-ci s'engagent dans une politique suivie d'aide aux efforts du Dalaï Lama en faveur d'une solution pacifique et négociée. Il faut, plus que de sympathiques déclarations, une pression constante et rigoureuse pour convaincre les autorités chinoises de



négociier, dans leur propre intérêt, avec le Dalaï Lama. Tous les observateurs savent bien que si une telle négociation ne s'ouvre pas et n'évolue pas positivement dans les trois années à venir, la radicalisation, fondée sur le juste ressentiment des Tibétains, et singulièrement des jeunes émigrés, pourrait avoir des conséquences imprévisibles, par exemple à l'occasion des Jeux Olympiques de Pékin en 2008.

La France serait donc bien avisée, au delà d'un accueil courtois qu'il faut saluer, de s'intéresser activement à la situation dans cette région du monde. Notre Ministre des Affaires Etrangères, Dominique de Villepin, à qui l'on doit reconnaître le courage de ses prises de position, pourrait, s'appuyant précisément sur celles-ci mais se tournant cette fois vers la République Populaire de Chine, affirmer par l'exemple son soutien à un dialogue qu'il prône. Après tout, recevoir le Dalaï Lama n'est pas un *casus belli* et ne demande pas plus de courage que d'affronter, devant le Conseil de sécurité, la première puissance du monde. Il y aurait également du panache et de la raison à encourager au sein des institutions européennes la nomination d'un représentant spécial pour le Tibet, entraînant à coup sûr une belle majorité et pourquoi pas l'estime des Américains, qui disposent d'un tel représentant depuis plusieurs années.

L'Europe évolue d'ailleurs dans le bon sens, puisque le dernier rapport de la Commission Européenne sur les relations avec la Chine, le 10 septembre dernier, affirmait comme une première nécessité "d'encourager la Chine et le Dalaï Lama à renforcer les contacts directs en cours dans le but de trouver une solution mutuellement acceptable à la question du Tibet, dans le cadre d'une authentique autonomie de la région"

La modération du Dalaï Lama, son souci de ne gêner en rien ses hôtes, ne doivent surtout pas nous faire oublier ou minimiser l'urgence d'une solution préservant l'identité et l'existence même du peuple tibétain.

Accueillir le Dalaï Lama, c'est donc pour tous ceux, élus et citoyens, qui se soucient de l'avenir, s'engager dans un soutien actif à ses propositions de paix.

*Jean Paul Ribes*

## A ccueillir le Dalai Lama

### • Déclarations récentes.

Le Dalai Lama a déclaré qu'il souhaitait faire tout son possible pour régler le problème du Tibet, même si cela signifiait se rendre personnellement en Chine.

"Je suis prêt à rencontrer le gouvernement chinois ou, si c'est possible, de rencontrer les Tibétains au Tibet, et d'expliquer ou de clarifier ma position pour trouver un accord mutuel ou une solution" a-t-il dit à la radio Voice of America.

"Je crois que cela serait très profitable", a-t-il insisté, rejetant une nouvelle fois toute intention séparatiste. "J'ai répété comme un mantra que je ne réclame pas l'indépendance, je ne cherche pas à séparer le Tibet de la Chine. Je cherche seulement une véritable autonomie pour le Tibet, mais le gouvernement chinois a du mal à croire en ce que je dis. C'est pourquoi une rencontre directe est très importante".

Le dirigeant bouddhiste a souligné que la situation était si pressante qu'il est disposé à envoyer ses représentants en Chine à tout moment. Il a exprimé l'espoir que ces nouveaux contacts avec le gouvernement chinois permettraient de construire une véritable confiance et de dissiper les malentendus et les suspicions. Il a affirmé que le développement économique en Chine et les contacts avec le monde extérieur des dernières décennies avait changé la façon de penser des Chinois. De plus en plus d'entre eux souhaitent la démocratie, la liberté, et l'état de droit. Il a ajouté qu'il avait toujours pensé que de tels changements à l'intérieur de la Chine auraient un impact positif sur la solution du problème sino-tibétain

### Verbatim : le Dalai Lama à Voice of America

**Journaliste :** "Etes vous prêt à dire que le Tibet est une partie intégrante de la Chine ?"

**Dalai Lama :** "Pas avec cette formule. Depuis 1950-51, et cela ne concerne que la région autonome centrale, après la signature de l'accord en dix sept points, le Tibet est devenue une partie de la République Populaire de Chine, une région autonome de la République Populaire de Chine. C'est ainsi que le gouvernement indien considère le Tibet comme une région autonome de la République Populaire de Chine. Mais dans le passé, cela relève de l'Histoire. Naturellement, il y a différents points de vue. Mais cette histoire est du passé. Personne ne peut changer l'Histoire. Parfois les communistes essaient, mais finalement ils échouent. Regardez l'Union Soviétique. L'Histoire du passé ne dépend pas d'une décision politique; c'est l'affaire des historiens, des experts en droit. En revanche, je suis persuadé que la vraie décision politique concerne le futur. En ce qui concerne le futur, je suis pleinement déterminé à ne pas réclamer l'indépendance"

### • Parlement Tibétain en exil : un pouvoir accru

Le parlement tibétain en exil vient d'adopter une résolution qui ouvre la voie pour un transfert des pouvoirs du chef spirituel, le Dalai Lama, vers l'assemblée. Ce vote a clôturé 10 jours de travail sur sept points concernant le transfert de pouvoir proposés par le Dalai Lama. Le porte-parole de l'assemblée, Pema Jugney, a indiqué que la résolution répondait aux vœux du Dalai Lama et a ajouté que c'était "le Dalai Lama qui avait mis en place le système démocratique actuel de la communauté tibétaine et qui souhaitait un transfert de pouvoirs vers la population". Le processus de démocratisation a débuté en 2001 avec l'élection directe du Premier ministre du gouvernement tibétain en exil. Le Dalai Lama, qui détient une large partie des pouvoirs, a proposé récemment que les pouvoirs soient transférés aux représentants du gouvernement élus démocratiquement.

### • Harvard : rencontre d'un nouveau type

Une rencontre lors de la visite du Dalai Lama aux Etats-Unis pourrait marquer une réelle avancée dans la résolution partagée de la tragédie tibétaine. A l'Université d'Harvard, le lauréat du prix Nobel pour la Paix a discuté pendant plus de deux heures avec des universitaires chinois travaillant dans le pays en leur assurant que les Tibétains ne souhaitaient pas une indépendance mais plutôt une autonomie au sein de la Chine. Cette discussion brise un tabou et montre que les Chinois peuvent discuter avec le Dalai Lama de l'avenir du Tibet. Son ouverture au dialogue était une réponse à leur courage et leur curiosité intellectuelle. Le simple fait que l'ambassade de Chine à Washington n'ait pas tenté de décourager les professeurs, chercheurs et étudiants de participer à la rencontre prouve que Pékin n'est peut-être plus aussi inflexible sur la question du Tibet. En juin et septembre derniers, l'envoyé spécial du Dalai Lama, Lodi Gyari, avait conduit une délégation en Chine pour discuter avec les officiels chinois. En juin, les Chinois avaient écouté les Tibétains mais n'avaient pas fait de propositions.

La discussion à l'Université d'Harvard était d'un autre ordre. Comme l'a expliqué l'organisateur de la rencontre, Lobsang Sangay, pour les 35 membres de l'élite chinoise, ce dialogue avec le Dalai Lama était un événement d'un point de vue historique et politique. Ils ont entendu le Dalai Lama leur parler de sa vision d'un Tibet qui se gouvernerait seul et qui préserverait la culture tibétaine tout en restant au sein de la Chine. Il leur a aussi parlé de ses rencontres il y a cinquante ans avec Mao Zedong, Zhou Enlai et d'autres fondateurs de l'Etat communiste et les a touchés quand il a expliqué qu'il avait été un temps attiré par les idéaux communistes mais qu'il avait perdu la foi suite à la mort de millions de personnes pendant le Grand Bond en avant, la Révolution Culturelle et la répression au Tibet. Et de rajouter que son engagement en faveur des pauvres et des paysans le rendait plus marxiste que les dirigeants chinois actuels. Il a aussi indiqué qu'il souhaiterait que le Tibet autonome soit démocratique à l'image du gouvernement tibétain en exil.

### • Prise de position : La Commission européenne en faveur d'une réelle autonomie pour le Tibet

La Commission européenne a déclaré dans son document politique sur la Chine adopté le 10/09/03 qu'une des priorités politiques serait la reconnaissance d'une réelle autonomie pour le Tibet en encourageant les contacts en cours entre la Chine et le Dalai Lama dans la recherche d'une solution acceptable pour les deux parties. Tsering Jampa, directeur exécutif de *International Campaign for Tibet-Europe*, estime que l'engagement de la Commission européenne pour encourager les négociations était une avancée et qu'il espérait que l'Union européenne poursuivrait cet engagement avec des actions concrètes et visibles en faveur de la population tibétaine, y compris dans les domaines de la coopération avec les mécanismes onusiens pour les Droits de l'Homme, la liberté d'expression, d'association, la liberté religieuse et les droits des minorités.

Chris Patten, Commissaire européen aux relations extérieures a souligné que ce document prenait en compte les évolutions intervenues en Europe, en Chine et dans le reste du monde depuis les versions précédentes de 1998 et 2001.

Et de rajouter : "Aussi bien politiquement qu'économiquement, nous avons intérêt à ce que la Chine réussisse sa transition vers un pays stable, prospère et ouvert basé sur la démocratie, les principes du marché libre et le respect du droit et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour appuyer le processus de transition". Le document politique fait des propositions concrètes en matière de gouvernance et pour améliorer l'efficacité du dialogue EU-Chine sur les Droits de l'Homme. Il a été transmis au Conseil et au parlement européen.

Six mois après la mise en place de la campagne Tibet Lib, près de 500 personnes, dont de nombreux élus, se sont inscrites à cette liste et envoient régulièrement aux autorités des courriers réclamant la libération de prisonniers d'opinion tibétains.

Ce son donc, pour chaque action, plusieurs centaines, voire milliers de lettres qui partent à destination des autorités.

Plusieurs réponses de ces autorités ont été reçues par des membres de Tibet Lib (Parlementaires, maires ou simples citoyens). Elles proviennent de la Présidence de la République, du Premier Ministre français, du

Ministère des Affaires Etrangères (Monsieur de Villepin mentionne que le cas de Phuntsok Nyidron, pour lequel Tibet Lib est intervenu, "est bien connu de ses services" et que la France "a demandé à la Chine de faire preuve de clémence à l'égard de détenus tibétains ayant manifesté pacifiquement pour la défense de leur culture et de leurs traditions").

"La Chine a accepté en mai dernier la visite d'une 2<sup>ème</sup> délégation tibétaine menée par un envoyé spécial du Dalaï Lama. Il s'agit d'un signe positif. La France continuera, en coordination avec nos partenaires de l'Union européenne, à encourager la recherche de cette solution"

D'autre part, une adhérente canadienne de

Tibet Lib a reçu une réponse à sa lettre au 1<sup>er</sup> Ministre du Canada en faveur du prisonnier politique tibétain Jigme Gyatso. Une copie de sa correspondance a été transmise à Bill Graham, ministre des Affaires Etrangères canadien.

Nous savons que l'absence de réponse à nos lettres ne signifie pas absence d'effet sur les autorités. Le récent témoignage de Ngawang Sangdrol, libérée en octobre dernier, nous rappelait, s'il en était besoin, que toutes les actions en direction des prisonniers de conscience sont favorables et qu'il faut les intensifier. Et ne jamais abandonner !

Amicalement,

Monique Dorizon

## Cette fois, le cas proposé est celui de Sey Khedup, condamné à vie.

Sey Khedup est âgé de 27 ans. Il est originaire de Yona Township, Comté de Sog, préfecture de Nagchu (*Région Autonome du Tibet*).

En 1994, il devint moine au monastère Tsendhen de Sog, l'un des plus grands monastères de la région.

Des tracts pour l'indépendance, imprimés sur des pochoirs en bois, ont commencé à apparaître dans et à l'extérieur du monastère. On y réclamait que les Chinois quittent le Tibet et donnent aux Tibétains la liberté qui leur revient. Le 19 mars 2000, les autorités chinoises ont arrêté six Tibétains, dont Sey Khedup. Parce que Sey Khedup était menuisier et découpait des pochoirs en bois au monastère, il fut suspecté d'être impliqué dans ces activités politiques.

Sey Khedup a été emmené au Centre de détention de Sog. Jusqu'à son procès, sa famille ne sut absolument pas ce qu'il était devenu.

Neuf mois plus tard exactement, à la mi-décembre, la Cour

Intermédiaire Populaire de Nagchu tint un procès public pour Sey Khedup et les autres détenus. Tous furent accusés d'être partisans de la "clique séparatiste du Dalaï Lama" et de "mener des activités mettant en danger la sécurité de l'Etat".

La Cour procura des affiches pro-indépendantistes, des plaques de bois pour imprimer et des cassettes de discours du Dalaï Lama comme preuves des charges portées contre eux.

Sey Khedup a été condamné à l'emprisonnement à vie. Il est probable qu'il a essayé de s'attribuer la totale responsabilité de toutes les accusations portées contre les six. Ceci est peut être aussi en relation avec son passé et son savoir-faire dans le domaine de la menuiserie et du découpage de blocs de bois servant à imprimer. Après la condamnation, Sey Khedup a été transféré à la prison de Drapchi à Lhasa, où il est incarcéré actuellement.

### Propositions de courrier à envoyer aux autorités :

Monsieur le ...

Le 19 mars 2000, Sey Khedup, Tibétain originaire de Yona Township, Comté de Sog, préfecture de Nagchu (*Région Autonome du Tibet*) moine du monastère de Tsendhen a été arrêté par les autorités chinoises ainsi que 5 autres moines.

Il fut ensuite condamné à vie par la Cour Intermédiaire Populaire de Nagchu en tant que "partisan de la clique séparatiste du Dalaï Lama" et pour avoir "mené des activités mettant en danger la sécurité de l'Etat". La Cour procura des affiches pro-indépendantistes, des plaques de bois pour imprimer et des cassettes de discours du Dalaï Lama comme preuves des charges portées contre les moines.

Au cas où Sey Khedup serait bien à l'origine de ces affiches pro-indépendantistes, il n'aurait fait qu'exercer son droit à exprimer ses opinions politiques faisant partie des droits humains fondamentaux reconnus dans la Constitution de la Chine (*article 35*)

Particulièrement concerné(e) par le cas de cet homme, je vous demande la libération immédiate et inconditionnelle de Sey Khedup, prisonnier d'opinion.

En espérant que vous donnerez suite à ma demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le ..., l'expression de ma considération distinguée.

Signature, Nom, Adresse :

### Traduction de cette lettre en anglais :

Sir,

On March 19<sup>th</sup>, 2000, Sey Khedup, a Tibetan monk from Yona Township, Sog county, Nagchu prefecture (Tibet Autonomous Region) attending Tsendhen monastery, was arrested by Chinese authorities together with five other monks. He was then sentenced to life imprisonment by Nagchu Intermediate People's Court as a "supporter of the Dalai splittist clique" and for "carrying out activities endangering state security". The court produced independence posters, wooden block prints and tapes containing speeches of the Dalai Lama as evidence of the charges levied against the monks.

Supposing Sey Khedup is really the author of these pro-independence posters, he would have done nothing but use his right to express his political opinions, which is one of the basic human rights recognized by Chinese Constitution (article 35).

As I feel particular concerned for the case of this man, I demand the immediate and unconditional release of Sey Khedup, who is a prisoner of opinion.

Hoping for a positive answer to my request, I remain

Yours faithfully

Name, Address, Signature

### Destinataires des courriers :

**Mr le Premier Ministre Wen Jiabao** / Guowuyuan 9 Xihuangchenggenbeijie / Beijing 100 032 / République Populaire de Chine

**Mr le Président du Gouvernement Populaire de la Région Autonome du Tibet** Mr Jampa Phuntsok / Xizang Zizhiqu Renmin Zhengfu 1 Kang'angdonglu / Lhasa 850 000 / Tibet / Rép. Pop. de Chine

### Mr le Gouverneur Jianyuzhang

Directeur de la prison n° 1 de Drapchi / Xizang Zizhiqu Di Yi Jianyu / Lhasa 850 003 / Tibet / Rép. Pop. de Chine

(0.90 euro pour un envoi < à 20 grammes à partir de la France)

### Envoi des copies des courriers à :

**Mr Dominique de Villepin** / Ministère des Affaires Etrangères / 37 quai d'Orsay / 75007 Paris

### Monsieur l'Ambassadeur

Ambassade de Chine, 11, avenue George V 75008 Paris

### Merci de signaler l'envoi de vos courriers et les éventuelles réponses des autorités par un message à :

Monique Dorizon / 13, rue Charles Maréchal 78300 POISSY ou par email à moniquedorizon@hotmail.com

## Evénements autour de la visite du Dalai Lama

**Jeudi 16 octobre de 20h à 22h**

**Rencontre-débat** organisée par A.E.T. avec **Mme Jetsun Pema** (soeur de Sa Sainteté le Dalai Lama et Présidente des TCV - Villages d'enfants tibétains) et **M. Tsering Dhondup** (membre du gouvernement tibétain en exil)

Débats animés par **Irène Frain**, écrivain, avec la participation de **M. Louis de Broissia**, Sénateur.

**Lieu : Concept Créatif International Pierre Cardin**,  
35 Bd Victor Hugo - 93400 St Ouen

**Réservations :** Aide à l'Enfance Tibétaine, 4 Passage Lisa 75011 Paris. **Tarif :** 10 Euro (8 Euro pour adhérents AET)

**Informations :** 01 55 28 30 90 ou [www.a-e-t.org](http://www.a-e-t.org)

## "Tibet Libre, hommage à 50 ans de résistance non-violente",

Sous ce titre, un concert exceptionnel aura lieu le

**14 octobre 2003 au Zénith de Paris.**

De nombreux groupes et artistes exprimeront à cette occasion leur solidarité avec les Tibétains. Parmi eux : Blankass, Nina Hagen, Yannick Noah, Matmatah, Sergent Garcia, et les moines de l'Institut tantrique de Gyuto.

Organisé par **Solidarité Tibet** et **Exit Diffusion**, les bénéfices de ce concert permettront de financer des projets humanitaires, éducatifs et culturels en faveur des Tibétains en exil.

**Réservation :** 20 Eur dans tous les points de vente habituels et au CSPT, (contact : 01 30 90 98 74), ou 25 Eur sur place.

Ouverture des portes à 18h, concert à 19h30.

**Infos :** [www.solidaritetibet.org](http://www.solidaritetibet.org)

## Nouvelles du Tibet

### • Kailash : la kora en voiture !

Le Mont Kailash est une montagne sacrée et un lieu de pèlerinage important pour les pratiquants de nombreuses religions : Bouddhistes, Böns, Jains et Hindous. Or, tout laisse à penser que le travail préparatoire pour la construction d'une route autour du Mont Kailash est finalisé et que les travaux pourraient commencer en avril 2004. Les populations locales ont reçu l'ordre de ne pas diffuser cette information.

De nombreux Tibétains sont inquiets des conséquences que pourrait avoir une telle route, d'autant plus qu'elle fait partie d'un plan plus global de développement touristique de la région.

Le Mt Kailash, "Le précieux joyau des neiges" pour les Tibétains, est un lieu sacré situé dans une zone sauvage. Quatre des principaux fleuves d'Asie y prennent leur source dont le Brahmapoutre.

Le pèlerinage consiste à parcourir les 56 km qui l'entourent à pied sur un sentier escarpé. Faire le tour du mont sacré en deux heures en voiture serait risqué pour des touristes venant par avion directement de Lhassa et non adaptés à l'altitude - l'un des cols atteint 5723 mètres -, mais perturberait également l'atmosphère de dévotion qui fait de ce circuit une expérience si marquante.

De plus, un tel pèlerinage en voiture ne pourrait en aucun cas donner du mérite à celui qui le fait. Déjà les blagues circulent sur les Indiens qui font le tour de la montagne à dos de yak : ce serait le yak et non le passager qui gagnerait du mérite !

Reste le fait que de plus en plus de touristes chinois sont intéressés par les pèlerinages religieux.

### • Lhassa : arrestations confirmées

Le maire adjoint de Lhassa, Dargye, a reconnu devant des journalistes étrangers en visite au Tibet fin août que deux personnes, l'étudiant Dawa Tashi et l'ancien fonctionnaire Yeshe Gyatso, âgé de 72 ans, avaient été arrêtés en juin sous l'accusation d'activités séparatistes, considérées par la loi chinoise comme des crimes politiques graves. Il n'a pas fait mention d'un autre étudiant, nommé Buchung, ni d'un autre universitaire accusés, selon des sources fiables, du même délit. Il est rare qu'un officiel fasse une telle déclaration. Les arrestations, sauf quand il s'agit de moines signalés manquants par leur monastère, demeurent souvent inconnues, tant les familles sont effrayées d'en faire état devant des tiers.

### Analyse : L'OMC appauvrit le Tibet

Dans le contexte de l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les producteurs agricoles tibétains s'appauvrissent davantage. Les membres de l'OMC doivent reconnaître le Tibet comme un "pays moins avancé" (LDC) en vertu de son secteur agricole mou et en dépit du contrôle économique et politique exercé par la Chine sur son territoire.

Environ 90 % des Tibétains vivent dans des zones rurales où l'on retrouve les revenus les plus faibles de toute la Chine. Malgré la croissance rapide observée dans les milieux urbains, le secteur industriel sous contrôle étatique et le secteur des services dominés par les Chinois d'origine et desquels la plupart des Tibétains sont exclus, l'économie en milieu rural continue de stagner.

"Les règles de l'OMC vont contribuer à détériorer la situation des Tibétains qui vivent sous l'occupation chinoise", a déclaré Thubten Samdup, président national du Comité Canada Tibet. "

"Il en résulte une inégalité grandissante basée essentiellement sur la condition raciale", a souligné ce dernier.

Avec l'accord d'admission de la Chine à l'OMC, les barrières tarifaires pour les céréales devront être réduites de 91,1 % à 3 % et celles des graines oléagineuses, de 96,9 % à 3,9 %. Mentionnons que ces deux catégories représentent la majorité des denrées cultivées par les producteurs agricoles tibétains, soit l'orge, le blé et la graine de colza. L'escalade de chute des prix qui en résultera va provoquer une diminution du revenu des ménages et une augmentation de la pauvreté parmi les Tibétains.

Si l'OMC devait accorder le statut de LDC au Tibet, les petits producteurs tibétains s'adressant aux marchés locaux seraient exemptés des quotas agricoles et des exigences de réduction des prix, ce qui leur permettrait d'adopter une stratégie de développement graduelle plutôt que de s'enliser dans une marginalisation et une pauvreté croissante.

Pour une information documentaire, consulter : "Pauvreté à dessein : aspects économiques de la discrimination au Tibet" sur [www.tibet.ca/francais/publications/pauvreteadessein.htm](http://www.tibet.ca/francais/publications/pauvreteadessein.htm)

### Je souhaite adhérer au C.S.P.T.

- Adhésion : 25 Euros  
 Etudiant/chômeur : 15 Euros  
 Adhésion Bienfaiteur : 70 Euros

### Abonnement Lettre du Tibet (10 n°)

- Abonnement : 25 Euros  
 Bienfaiteur : 70 Euros

CSPT 174 Bd E. Decros 93260 Les Lilas

LT 71

Pour votre adhésion ou abonnement, merci de cocher les cases qui vous conviennent.

Nom : .....

Adresse : .....

CP ..... Ville .....

E-mail : .....@ .....